

Burundi : «Le pouvoir qui peut faire disparaître n'importe qui»

Libération, 25 avril 2017 Arrestations, chantage, disparitions. Face aux méthodes du pouvoir, les étudiants burundais n'ont d'autres choix que souplesse et discipline. Le climat politique et social burundais est à la peur. Depuis sa réélection contestée en juillet 2015 pour un troisième mandat, le président Pierre Nkurunziza ne tolère plus la moindre contestation. [Photo : Le 22 juin 2015, des étudiants de l'université du Burundi, exclus de leur campus après s'être opposés à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, réélu depuis.]

Les arrestations arbitraires et disparitions d'opposants se sont multipliées. La répression a fait plus de 2 000 morts plus de 400 000 Burundais et près de 2 000 militaires ont fui le pays selon un récent rapport de l'International Group. Depuis octobre 2016, l'ONU estime à 200 le nombre de disparitions. Dans ce climat de tension généralisée, les étudiants burundais n'ont d'autres choix que la désobéissance civile. Après un mois de mobilisation, ils se sont regroupés pour regagner les amphithéâtres, en espérant que les autorités arrêteront les sanctions et privilégieront la voix du dialogue. Le mardi 15 mars, un de leurs représentants joint par Libération. Une décision qui met fin à un mois de grève contre le présidentiel organisant le système des bourses universitaires et des stages. Une bourse changée en prêt. Jusqu'à présent les étudiants bénéficient sans condition d'une bourse d'études mensuelle de 30 000 francs burundais (17 euros). Le texte signé le 1er février 2017 par Pierre Nkurunziza prévoit de reformer cette aide publique en remboursable en fin d'études. «Cette nouvelle politique de prêt-bourse concrétise une volonté exprimée lors des généraux de l'éducation en décembre 2014», explique Jean-Claude Karerwa Ndenzako, porte-parole du chef de file des étudiants vnt d'ormais bénéficier d'un prêt qui évoluera en fonction du coût de la vie. Créée en 1964, le Burundi compte actuellement plus de 140 000 étudiants pour une capacité d'accueil d'environ 40 000 places. Le nombre de descriptions qui rend nécessaire une réforme du système de financement et d'attribution des bourses tout sur fond de profondes difficultés économiques. Mais la hâte et le manque de communication du gouvernement ont fait que crispent les étudiants. Ces derniers estiment ne pas savoir quels seront les critères d'attribution de ces nouveaux prêts-bourses. Ni comment ils devront les rembourser si, une fois leur diplôme en poche, ils ne trouvent pas d'emploi. Aujourd'hui, une grande majorité des étudiants exigent le retrait du décret présidentiel demandant à être associés aux négociations, craignant que leurs bourses ne finissent par être supprimées. Une contestation diabolisée Les étudiants de l'Ecole normale supérieure (ENS) avaient été les premiers à entrer en grève le 24 mars, avant d'être rejoint par ceux de l'université du Burundi (UB), puis par ceux de l'Institut national pour l'enseignement supérieur public. Dès le 28 mars, les premières arrestations ont commencé. «Le gouvernement préfère attaquer les étudiants plutôt que de choisir le dialogue», constate l'avocat burundais en exil et président de l'Action chrétienne pour la libération (Acat) au Burundi, Armel Niyongere. «Tout gouvernement doit prendre ses responsabilités pour empêcher qu'une fraction d'étudiants, qui ne sont pas des citoyens honnêtes, en contaminent d'autres», se défend le porte-parole de la présidence. «Nous sommes dans un pays qui privilégie la bonne conduite, il y a une tradition et des mœurs qui doivent être observées, confie à Libération Jean-Claude Karerwa Ndenzako. Toute personne qui présente une entrave à l'ordre public peut être poursuivie.» Mais si les étudiants ne sont associés à aucun mouvement politique d'opposition, le gouvernement les considère comme des «Sindumujas», terme qui désigne les opposants à l'actuel troisième mandat du président. «Le régime essaye de casser le mouvement en le présentant sous l'angle politique. Les étudiants arrivent sous prétexte de désstabiliser les institutions et d'atteindre la sécurité de l'Etat», explique Vital Nshimirimana, président du Forum pour le renforcement de la société civile au Burundi (Forsc), exilé en Europe. «Il y a une culture de la peur» Le trs redouté Service national de renseignement, le SNR, sous l'autorité directe du président, est chargé d'interpeller les étudiants jusque dans leur campus de Mutanga. Des arrestations aux airs d'enlèvements. «Quatre personnes m'ont embarqué et m'ont fait entrer dans une voiture aux vitres teintées. J'ai été directement conduit aux locaux du SNR pour atteinte à la sécurité de l'Etat», raconte un d'eux, qui a depuis libéré. «Ils travaillent avec le SNR pour dénoncer et arrêter les délinquants», confie un autre étudiant qui a échappé de juste service de renseignement venu l'arrêter dans sa chambre. Comme deux autres de ses camarades, traqués depuis des semaines, il vit aujourd'hui dans la clandestinité. Une dizaine d'étudiants a été arrêté et cinq sont incarcérés à la centrale de Mpimba en attente d'être jugés. Ils risquent cinq à dix ans de prison. Côté police, on se refuse à tout commentaire. «L'affaire est entre les mains de la justice», a botté en touche Pierre Nkurunziza, porte-parole de la police du Burundi. «Le SNR est au-dessus de toute institution», estime Me Niyongere. Il y a une culture de la peur face à un pouvoir qui peut faire disparaître n'importe qui», ajoute l'avocat. «Et ce n'est que maintenant, profitant de la crise, d'être dans le pays que le gouvernement a choisi de faire passer en force ce décret sur les bourses», complète Vital Nshimirimana. Les étudiants n'ont d'autres choix que la désobéissance civile. Tout est fait pour les intimider ou pour les diviser. Ainsi, les autorités offrent du riz et de l'argent aux non-grévistes. Et se montrent intransigeantes avec les autres. Dans une décision rectorale du 12 avril, huit étudiants parmi les délinquants généraux ont été exclus de l'Université. Accusés par l'université d'avoir caché à «le contenu et le destinataire» aux signataires de la lettre envoyée au président. Mais sort pour cinq autres étudiants de l'ENS. La Régie des Œuvres universitaires, qui s'occupe de l'organisation des services sociaux à l'UB, a annoncé que les étudiants en grève ne toucheraient pas leur bourse et que tous ceux qui n'auraient pas repris le chemin des amphithéâtres au plus tard le lundi 24 avril 2017 à 8 heures se seront exclus d'eux-mêmes de l'année académique et leurs chambres universitaires seront attribuées à d'autres. Une menace. Les étudiants de l'ENS ont repris le chemin des cours dès ce lundi. Et les étudiants de l'UB, qui n'avaient hier pas répondu à l'appel du recteur, ont donc finalement décidé de regagner leur tour les salles de cours. Les étudiants continuent de demander l'annulation du décret présidentiel et la libération de leurs camarades. Mais un minimum de discrétion. Joris Bolomey

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});